



Direction Départementale des Finances Publiques

**MAÎTRE D'OUVRAGE**

Direction des Finances Publiques  
1, rue Talot – BP 84112  
49041 ANGERS cedex 1

**Lieu d'exécution de l'opération :**  
**Centre des Finances publiques de SAUMUR**  
**8 Rue Saint-Louis**  
**49400 SAUMUR**  
**Tél : 02.41.20.21.12**

**Adresse électronique : [marie.mainguy-kowalczyk@dgfp.finances.gouv.fr](mailto:marie.mainguy-kowalczyk@dgfp.finances.gouv.fr) ;**  
**[christophe.grevin@dgfp.finances.gouv.fr](mailto:christophe.grevin@dgfp.finances.gouv.fr)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**  
**(C.C.A.P.)**

**CONSULTATION POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME AÉROTHERMIE**

# TABLE DES MATIERES

Article 1 / Objet du marché.....	4
1.1 - Maîtrise d'ouvrage.....	4
1.2 - Maîtrise d'œuvre.....	4
1.3 - Contrôle technique.....	4
1.4 - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs.....	4
(SPS).....	4
Article 2 / Localisation / visite.....	4
Article 3 / Durée du marché.....	4
Article 4 / Décomposition en tranches et lots.....	4
4.1 Variantes.....	5
4.2 Délai.....	5
Article 5 / Contrôles et maintenance (documents remis).....	5
Article 6 / Sous-traitance.....	5
Article 8 / Assurances.....	5
Article 9 / Pièces constitutives du marché.....	5
Article 10 / Démarches et autorisations.....	6
Article 11 / Prix, délais de paiement et règlement des comptes.....	6
11.1. Contenu des prix.....	6
11.2. Délais de paiement.....	6
11.3. Modalités de règlement des comptes.....	6
11.4. Modalités de révision des prix.....	7
Article 12 / Désignation et paiement des cotraitants et sous-traitants.....	7
Article 13 / Clauses de financement et de sûreté.....	9
Article 14 / Délais d'exécution.....	9
Article 15 / Pénalités et retenues.....	11
Article 16 / Caractéristiques des matériaux et produits.....	11
16.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits.....	11
16.2 – Réexamen des conditions techniques.....	12
16.3 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	12
16.4 – Clause BEGES.....	12
Article 17 / Préparation et coordination des travaux.....	13
17.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	13
17.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	13
17.3 Registre de chantier.....	13
Article 18 / Réception et délais de garanties.....	13

Article 19 / Résiliation.....	14
Article 20 / Dérogations.....	14

## Article 1 / Objet du marché

Mise en place d'un système d'aérothermie au Centre des Finances Publiques de Saumur

### 1.1 - Maîtrise d'ouvrage

Personnes habilitées à donner des renseignements administratifs :

Direction des Finances Publiques 1, rue Talot – BP 84112 <b>49041 ANGERS cedex 1</b>
--

[marie.mainguy-kowalczyk@dgfp.finances.gouv.fr](mailto:marie.mainguy-kowalczyk@dgfp.finances.gouv.fr)

[christophe.grevin@dgfp.finances.gouv.fr](mailto:christophe.grevin@dgfp.finances.gouv.fr)

### 1.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

#### **BATIMGIE**

16 Rue François Cevert  
Carré d'Orgemont – Bât LAYON  
49000 ANGERS  
02.41.76.12.89  
[contact@batimgie.fr](mailto:contact@batimgie.fr)

### 1.3 - Contrôle technique

Le bureau de contrôle est le suivant :

**A définir**

### 1.4 - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Le SPS est le suivant :

#### **COPLAN**

Contact : M. Rabin  
[contact@coplan-49.fr](mailto:contact@coplan-49.fr) 06.85.07.36.99  
5, rue du Haut Bourg 49700 TUFFALUN

## Article 2 / Localisation / visite

Cette installation sera déployée au niveau de la toiture et du local technique centre des finances publiques de SAUMUR.

Le candidat est tenu d'effectuer une visite **obligatoire** des lieux préalablement à la remise de son offre, afin de prendre connaissance de l'état des lieux et d'en appréhender correctement les particularités.

## Article 3 / Durée du marché

Le présent marché est conclu à la réception de la notification et se termine à compter de la mise en service de l'installation.

## Article 4 / Décomposition en tranches et lots

Les travaux sont répartis en un lot unique désigné ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	PRODUCTION DE CHAUFFAGE

Le choix d'un lot unique est justifiée par la coordination forte entre les prestations.

#### **4.1 Variantes**

Les variantes sont autorisées. Les candidats ont la possibilité de proposer, en complément de l'offre de base, une ou plusieurs variantes, sous réserve qu'elles respectent les exigences minimales définies dans les pièces du marché et qu'elles apportent une valeur ajoutée technique, économique ou environnementale.

#### **4.2 Délai**

Le délai global d'exécution des prestations est soumis au planning du maître d'œuvre en annexe n°1.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par O.S.

### **Article 5 / Contrôles et maintenance (documents remis)**

Un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) sera remis au maître d'ouvrage lors de la réception des travaux. L'ensemble des pièces à conserver dans le cadre de la maintenance et des contrôles de sécurité devront figurer au DOE.

L'entreprise devra préciser les conditions de maintenance associées aux garanties.

### **Article 6 / Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation **PREALABLE** du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG- Travaux et aux articles 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

### **Article 8 / Assurances**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- D'une assurance décennale.

Le titulaire devra justifier qu'il reste titulaire de cette assurance pendant toute la durée du marché. L'absence de ce document pourra entraîner la résiliation du marché, sans mise en demeure, et sans indemnité, par la DDFIP.

### **Article 9 / Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels, énumérés ci-après :

#### Pièces particulières :

- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le règlement de consultation (RC)
- Le cadre de décomposition du prix global forfaitaire
- Le planning prévisionnel des travaux
- Le plan général de coordination sécurité

### Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux (arrêté au 30 mars 2021)
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux.

## **Article 10 / Démarches et autorisations**

Il appartiendra au titulaire d'effectuer en temps utiles, toutes démarches et toutes demandes auprès des différents services ou organismes, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords nécessaires à la réalisation des travaux.

## **Article 11 / Prix, délais de paiement et règlement des comptes**

### **11.1. Contenu des prix**

Le marché est conclu sur la base d'une décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

### **11.2. Délais de paiement**

Le règlement s'opère par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la facture.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, les intérêts moratoires sont prévus par les articles L2192-13 et R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Tout retard de paiement engendrera, au profit du titulaire, des intérêts moratoires correspondant au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à 40 euros.

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues en exécution du présent marché par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire, tel que figurant à l'acte d'engagement.

### **11.3. Modalités de règlement des comptes**

Les factures comportent, outre les mentions obligatoires, la référence du marché, la nature et le détail des prestations ainsi que leurs coûts unitaires hors taxes. Les factures sont réglées par la DDFIP après constat de réalisation effectué par le maître d'ouvrage qui atteste du service fait.

#### **❖ Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

**Pour la transmission des factures électroniques, le numéro SIRET de la collectivité est le 13001329500014.**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;

5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

**NB : le numéro SIRET utilisé par le titulaire ou le sous-traitant sera impérativement celui mentionné dans l'acte d'engagement ou dans l'acte spécial de sous-traitance.**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation **Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### **11.4. Modalités de révision des prix**

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'attribution du marché ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la ou les formules suivantes :

Lot	Formule	Index
1	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$	BT40

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision,
- $I_0$  : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- $I_n$  : valeur de l'index de référence au mois  $n$ ,

Le mois «  $n$  » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

Les index de référence  $I$ , publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot	Index	Prix concernés
1	BT40	Index du bâtiment - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique)

Il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

## **Article 12 / Désignation et paiement des cotraitants et sous-traitants**

### ❖ **Désignation de sous-traitants en cours de marché**

En application de l'article 133 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, dans les formes et selon les modalités prévues dans cet article. Les dispositions prévues à l'article 3.6 du CCAG-travaux sont applicables à l'ensemble des contrats de sous-traitance conclus au titre du présent marché.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG de travaux, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatées par un acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance ; si ce titulaire est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des titulaires groupés.

Conformément à l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, la déclaration de sous-traitance indique :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,

Si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (joindre un RIB ou RIP). Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant,

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 129 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les attestations d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage et des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution. La garantie doit être suffisante ; elle doit être illimitée pour les dommages corporels. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Aucun sous-traitant ne peut être accepté sans avoir justifié qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité vis-à-vis des tiers comme indiqué au 1 de l'article 9 du CCAG-Travaux.

Sans agrément des conditions de paiement de sous-traitant, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 46.3 du C.C.A.G.-Travaux.

### ❖ **Modalités de paiement direct**

En cas de sous-traitance, la facture du sous-traitant devra être jointe à celle du titulaire et portera les indications suivantes : la nature des travaux exécutés, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ou la mention « Auto liquidation de TVA » (si la TVA est due par le titulaire),

Le titulaire établira et joindra à sa demande de paiement, une attestation de paiement direct au sous-traitant.



## **Article 13 / Clauses de financement et de sûreté**

### **❖ Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des modifications éventuelles) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Lorsque le titulaire du marché public est une PME mentionnée à l'article R.2151.13, ce taux ne peut être supérieur à 3 % (article R 2191-33).

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

### **❖ Avance**

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur à 50 000 Euros HT.

Son versement est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire et son ou ses sous-traitants.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG travaux, l'option B s'applique dans le présent marché pour fixer le montant de l'avance. Si le délai N d'exécution exprimé en mois, n'excède pas 12 mois, son montant en prix de base est égal à 5% du montant initial TTC. Il est égal au produit de ces 5 % par 12/N, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois.

### **REMBOURSEMENT DE L'AVANCE**

Conformément à l'article R.2191-9 du Code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance sera opéré en intégralité lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise ou approvisionnements) figurant aux décomptes mensuels, atteint 65% du montant des travaux. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

### **SOUS-TRAITANTS**

Une avance peut être versée au sous-traitant de premier rang, sauf indication contraire dans l'acte spécial de sous-traitance, lorsque le montant des travaux dont il est chargé est au moins égal au seuil fixé par le Code de la commande publique pour le versement de l'avance (50.000€ HT).

Le versement de cette avance doit être de 5% du montant TTC des travaux sous-traités au cours des 12 premiers mois suivant le début de leur exécution. Le remboursement est effectué par précompte sur les sommes dues aux sous-traitants à titre d'acompte ou de solde, entre 65% et 80% d'avancement des prestations sous-traités.

### **❖ Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## **Article 14 / Délais d'exécution**

La durée globale d'exécution des travaux est fixée au planning joint au dossier.

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 10 jours ; ce nombre est compris dans le délai global d'exécution.

Dans tous les cas, l'acceptation de l'arrêt de chantier pour intempéries par le maître d'œuvre, est liée à la spécificité des travaux de l'entreprise, de sa localisation sur le site, des éventuelles conditions d'abri et de protection : c'est-à-dire de la réalité de décider un arrêt de chantier.

## Article 15 / Pénalités et retenues

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. Par dérogation à l'article 20 au CCAG travaux, les pénalités seront dues dès le 1<sup>er</sup> euro.

- ❖ Pénalités pour retard d'exécution de travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité forfaitaire de 200,00 € HT par jour calendaire de retard.

- ❖ Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 200,00 € HT par jour calendaire de retard.

- ❖ Absence réunion de chantier

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € HT par absence.

- ❖ Non-respect de la sécurité

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur de sécurité, au-delà de 48h après signification d'un écart, les entreprises se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200 € HT / infraction.

La maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre se réserve alors le droit de faire intervenir une entreprise aux frais du titulaire défaillant.

- ❖ Non-respect de la communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé.

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité de 100€ est appliquée par jour de retard.

- ❖ Sous-traitance non déclarée.

Le constat d'intervention d'un sous-traitant non déclaré à la maîtrise d'ouvrage donne lieu à l'application d'une pénalité de 100€ par jour avéré d'activité.

- ❖ Signalisation, nettoyage des abords de chantier.

La signalisation directionnelle provisoire, la signalisation de chantier, le nettoyage des abords du chantier et des voies de circulation utilisées par le chantier devront être réalisés par l'entreprise, afin qu'ils ne présentent aucun risque pour la circulation publique et le chantier.

Le titulaire devra maintenir les accès au bâtiment, zones de livraison, propriétés riveraines, aménagements piétons durant toute la durée du chantier dans des conditions maximales de sécurité.

Si un élément de clôture, de signalisation ou de déviation lié au chantier est détérioré et n'assure plus de fait sa fonction ; le maître d'ouvrage notifiera à l'entrepreneur une injonction pour sa réparation ou son remplacement.

Si l'entrepreneur ne se conforme pas à ses obligations, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre se réserve le droit d'intervenir ou de faire intervenir un prestataire extérieur aux frais de l'entreprise, par retenue sur le montant des travaux qui lui sont dus, et d'appliquer une pénalité de 200€ par jour calendaire.

Pour mémoire, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Le titulaire du marché ne pourra pas se voir infliger des pénalités de retard dans le cas où le retard dans l'exécution des travaux fait suite, soit à l'absence de réponse aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) des exploitants de réseaux, soit à l'arrêt des travaux après la constatation d'une différence notable entre l'état du réseau et les plans fournis par les exploitants de réseaux.

## Article 16 / Caractéristiques des matériaux et produits

### 16.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **16.2 – Réexamen des conditions techniques**

Dans l'hypothèse où l'État procèderait, lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers agissant pour son compte, en cours de validité du présent contrat, à la conclusion d'un marché public avec un ou plusieurs fournisseurs tiers ayant pour objet la fourniture de pompes à chaleur, les parties conviennent de se rencontrer dans le cadre prévu à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

Les parties procèderont alors à un réexamen des conditions techniques, administratives et financières du présent contrat en cours de validité, afin de permettre à l'acheteur d'imposer l'utilisation par le titulaire des pompes à chaleur achetées auprès du ou des fournisseurs tiers titulaires du marché public de fourniture conclu par la personne publique.

Les parties s'engagent à tout mettre en oeuvre pour discuter de bonne foi et aboutir à la conclusion d'un avenant dans les meilleurs délais

### **16.3 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet du marché dans les conditions suivantes fixées par le CCTP.

### **16.4 – Clause BEGES**

*Pour votre info : L'article L.229-25 du code de l'environnement impose aux entreprises de plus de 500 salariés et aux collectivités de plus de 50 000 habitants de réaliser un Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES) tous les quatre ans, avec un plan de transition pour réduire leurs émissions renforcés à partir de 2023.*

#### **Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre et du plan de transition associé du titulaire**

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en oeuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

## **Article 17 / Préparation et coordination des travaux**

### **17.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le maître d'œuvre a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 1 mois au plus tard après la notification du marché.

Le maître d'ouvrage doit réaliser les voies et réseaux divers avant l'ouverture du chantier.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

### **17.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **17.3 Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **Article 18 / Réception et délais de garanties**

### **❖ Réception des ouvrages**

La réception a lieu à l'achèvement des travaux, elle prend effet à la date de cet achèvement. Elle aura lieu dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG Travaux.

### **❖ Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations de l'article 43 du CCAG-Travaux sont seules applicables.

### ❖ Délai de garantie

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, l'entreprise est tenue d'une garantie de parfait achèvement pendant le délai d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Par dérogation à l'article 44 du CCAG-Travaux, les structures devront être garanties 10 ans (dont corrosions des équipements).

### Article 19 / Résiliation

Seules les stipulations du chapitre 6 du CCAG travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables avec la précision suivante : en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du prestataire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 46.4 du CCAG travaux est fixé à 1 %.

### Article 20 / Dérogations

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG-Travaux :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
9	4.1
11.3	13.2.2 et 13.4
14	19.1.1
15	20
18	44

